



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

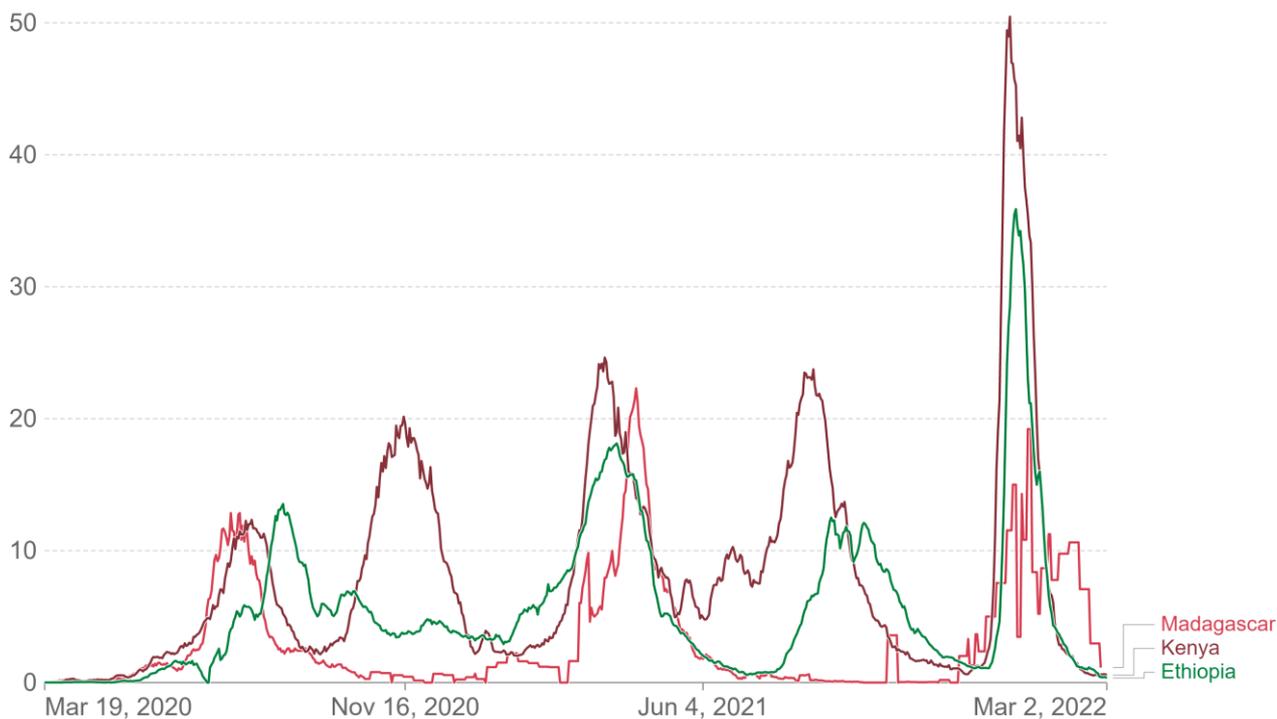
01 Mars 2022

## Evolution de la situation sanitaire

### Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World  
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

## Afrique

✦ **Mise en place d'un partenariat entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque européenne d'investissement (BEI) en faveur des systèmes de santé en Afrique.**

Dans le cadre de ce partenariat créé mi-février avec la coopération de la Commission européenne et de l'Union africaine, l'OMS ambitionne de mobiliser 1 Md EUR d'investissements pour (i) soutenir les pays bénéficiaires dans la mise en place de systèmes de santé résilients, (ii) combler le déficit de financements et les lacunes des systèmes sanitaires, (iii) garantir un accès aux soins essentiels, aux médicaments et aux vaccins. A ce stade, la BEI a annoncé la mise à disposition de 500 MEUR, tandis que le reliquat pourrait être complété par des partenaires financiers non identifiés. Ce nouveau partenariat s'inscrit dans la volonté d'apporter une réponse commune à la pandémie en dehors de l'Europe.

## 🍷 Burundi

### Projet de financement pour des jeunes entrepreneurs

Récemment, le gouvernement a lancé le Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ) ayant pour but de financer des projets innovants. Le programme a déjà lancé un appel aux jeunes intéressés et le 8 mars 2022, il est prévu que les premières conventions avec les entrepreneurs soient signées. Le coordinateur national du programme a ainsi promis de mettre des antennes dans toutes les provinces et communes du pays pour être plus proche des jeunes.

## 🍷 Seychelles

*Pas de brèves cette semaine*

## 🍷 Djibouti

*Pas de brèves cette semaine*

## 🍷 Erythrée

*Pas de brèves cette semaine*

## 🍷 Ethiopie

### Pénurie de devises dans le secteur bancaire éthiopien

Les banques commerciales éthiopiennes sont en pénurie de devises, elles sont désormais incapables d'effectuer des prêts libellés en devises (LC) ou de servir leurs dettes auprès de banques étrangères. En effet, depuis la nouvelle directive de la Banque centrale (NBE) relative à la rétention des devises étrangères (6 janvier 2022), 70% des devises sont obligatoirement allouées aux réserves de la NBE et seulement 10% sont versées au pool bancaire (contre 30% auparavant). Dans un contexte de pénurie structurelle de devises, accentuée par le conflit dans le nord du pays et la pandémie, cette directive visait à renforcer les réserves face au coût croissant des importations essentielles (pétrole, denrées alimentaires de base). A cela s'ajoute une faible mobilisation des dépôts liée au conflit dans le nord qui a entraîné un manque de liquidités du secteur bancaire éthiopien.

### Annnonce de l'ouverture prochaine du secteur bancaire éthiopien

Lors de la session extraordinaire du parlement du 22 février, le Premier ministre a annoncé l'ouverture prochaine (sans échéance précisée) du secteur bancaire éthiopien. Selon lui, les banques auraient bénéficié de nombreuses années sans concurrence, néanmoins le pays a un besoin croissant de devises et bénéficierait de l'ouverture du secteur à des acteurs étrangers. Le total des actifs bancaires des banques éthiopiennes a crû de 1 800 Mds ETB (35,3 Mds USD) l'année dernière à 2 000 Mds ETB (39,2 Mds USD) et les dividendes des actionnaires ont augmenté de 7,8% par rapport à la même période l'année dernière. De plus, sur 147 Mds ETB (2,9 Mds USD) de prêts octroyés par les banques sur les six premiers mois de l'année fiscale en cours, 70 Mds ETB, soit 1,4 Mds USD (48%) auraient été alloués au secteur des services, 50 Mds ETB, soit 980,5 MUSD (34%) à l'industrie et seulement 27 Mds ETB, soit

529,4 MUSD (18%) au secteur agricole. La part des prêts accordés au secteur privé a également enregistré une croissance (69 % contre 51 % l'an dernier).

## Inauguration du Grand Barrage de la Renaissance (GERD)

Le Premier ministre éthiopien a inauguré le Grand Barrage de la Renaissance (GERD), le dimanche 20 février. Situé à 30 km de la frontière soudanaise, le plus grand barrage hydroélectrique du continent africain a été construit et financé sur fonds propres de l'État (4,2 Mds USD) depuis 2011, et dispose d'une capacité de 5000 MW (contre une capacité installée de 4 315 MW en 2017 sur l'ensemble du pays). Alors que l'Égypte et le Soudan, dépendants du Nil, considèrent le barrage comme une menace, l'Éthiopie (110 M d'habitants) le juge essentiel pour son électrification (troisième taux d'électrification le plus bas d'Afrique, à 34 % en 2021 – auxquels peuvent s'ajouter 11% de sources hors réseau – objectif de 100 % d'ici 2025) et son développement. En effet, l'Éthiopie ambitionne de devenir l'un des principaux exportateurs d'électricité en Afrique de l'Est afin de générer des devises.

## Kenya

### Un taux d'électrification en croissance mais un réseau à fiabiliser selon l'EPRA

D'après un récent rapport de l'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (EPRA), le taux d'accès à l'électricité s'élèverait à 76,5 % (+7 points par rapport à 2019), un chiffre qui place le Kenya en tête des pays d'Afrique de l'Est en

matière de connectivité. En dépit de cette avancée, le Kenya se distingue également par le nombre et la durée de ses coupures de courant : près de 600 heures par an, soit 25 jours de *blackout* en 2021. Ces interruptions sont supérieures aux autres pays de la région : l'Ouganda et le Rwanda ont expérimenté près de 18 jours de coupures d'électricité, et la Tanzanie 20. Le rapport note également une augmentation de la consommation d'électricité en 2021 en lien avec la reprise économique post-covid, malgré des prix ayant atteint un niveau record.

### L'inflation atteint son niveau le plus bas depuis 16 mois, mais les tensions sous-jacentes sur les prix s'accroissent

L'inflation annuelle continue sa tendance à la baisse observée depuis septembre 2021 et s'établit à 5,1% en glissement annuel (g.a) en février, contre 5,4% en février selon le Kenya National Bureau of Statistics (KNBS). Cette hausse est principalement due, entre février 2021 et février 2022, à l'augmentation des prix des produits de bases: aliments et boissons non alcoolisées (+8,7 % en g.a; +0,8 % en g.m); ameublement, équipement ménager et entretien courant des ménages (+5,41 % en g.a; +0,7 % en g.m); logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+4,8 %; 0,1 %); et transports (+4,5 %; +0,1 %). Selon une enquête réalisée en février par l'institut de sondage *TIFA Research*, le coût de la vie figure en tête des préoccupations des kényans, alors que les prix alimentaires subissent des pressions haussières depuis un an, avec la hausse des cours du pétrole et du blé, d'autant plus exacerbé par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En outre, une enquête distincte de Bloomberg auprès de sept économistes prévoit une inflation moyenne de 6,2% en 2022, alors qu'il était estimé en novembre dernier qu'elle serait de 5,7%.

## Madagascar

Pas de brèves cette semaine

## 🌐 Maurice

### Reprise des exportations en 2021

La publication des résultats du commerce extérieur pour le quatrième trimestre 2021 laisse apparaître une reprise forte des exportations. Dans un contexte d'appréciation du taux de change, les principaux secteurs industriels mauriciens sont résilients et profitent de la réorganisation des flux de marchandises. La valeur des exportations des entreprises spécifiquement orientées vers les exportations s'élève à 870 MEUR en 2021 (+14,6%), principalement dans les secteurs de l'habillement et la transformation du poisson. Néanmoins les importations ont également augmenté de 29,8%, creusant le déficit de la balance commerciale.

## 🌐 Ouganda

La *Petroleum Authority of Uganda* s'entoure du *PFSU* et de *Stanbic Business incubator* pour soutenir la participation du secteur privé au projet pétrolier.

Le mardi 22 février, *Petroleum Authority of Uganda (PAU)* a signé un contrat avec un consortium, dirigé par *Stanbic Business Indicator (SBIL)* et composé de *Conexus Oil & Gas*, *Solid Rock Life & Business* et *Living Earth Uganda*, pour former et renforcer les capacités de développement commercial des PME le long de l'EACOP. Soutenu par la Banque Africaine de Développement (BAD), le consortium a été mis en place à la suite de la signature de la décision finale d'investissement. La BAD finance une partie du contrat (500 000 USD) dans le cadre

d'une aide demandée par l'Ouganda et la Tanzanie (qui va mettre en place un contrat similaire). Cette aide doit appuyer plus de 200 micros, petites et moyennes entreprises (MPME) situées le long de l'EACOP, pour leur permettre de bénéficier d'une partie de l'investissement prévu de 3,5 Mds USD. Le consortium offrira des services de mentorat et de facilitation d'accès au fonds et aux marchés pour les MPME ainsi que la création de synergies entre les entreprises. Avec une plus grande participation des entreprises ougandaises dans un secteur pétrolier et gazier dynamique, cette initiative devrait permettre d'améliorer la compétitivité et la productivité des MPME tout en contribuant à la création de valeur dans la production nationale. Parallèlement, et complémentirement, PAU a aussi signé un protocole d'accord avec la *Private Sector Foundation Uganda (PSFU)*, visant à accroître la participation du secteur privé dans le secteur pétrolier et gazier. Pour la PFSU, le projet permettra de développer durablement l'économie ougandaise à travers la réduction du chômage des jeunes et l'essor du capital humain et social.

## 🌐 Rwanda

### Début de la production de vaccins *BioNTech* au Rwanda dans 24 mois

Projet majeur pour le Rwanda, le ministre de la Santé, M. Daniel Ngamije, a déclaré que la fondation *kENUP*, en collaboration avec *BioNTech*, s'était engagée à établir un partenariat avec le Rwanda pour produire des vaccins ARN messenger sur son sol. L'entreprise à également assuré qu'elle ferait du transfert de technologie afin d'améliorer l'approvisionnement en Afrique. Néanmoins, conscient de la difficulté de lancer cette usine et d'assurer une production pérenne de vaccins ARN messenger, le pays a demandé au géant allemand *BioNTech* de démarrer la production dans un délai maximum de 24 mois. Le coût

estimé du projet est d'environ 116 MUSD. La construction de l'usine de production de vaccins commencera en juin et devrait produire au moins 50 millions de doses par an.

## Comores

### Renforcement de la coopération bilatérale avec le Sénégal

Le président comorien Azali Assoumani a rencontré son homologue sénégalais Macky Sall, en visite à Moroni les 26 et 27 février. La visite a permis de renforcer les liens déjà forts entre les deux pays. Plusieurs accords de coopération ont été signés, touchant la promotion des investissements et les échanges commerciaux, la santé, la formation professionnelle et la culture. Une convention de partenariat entre les chambres de commerce de Dakar et de Moroni a par ailleurs été signée.

## Somalie

### Prolongation du délai pour l'élection de la chambre basse du Parlement.

Les élections de la chambre basse, qui devaient initialement se terminer le 4 mars, ont été repoussées au 15 mars « au plus tard » selon le vice-ministre de l'information Abdirahman Yusuf. Ce report, qui s'inscrit dans les retards accumulés pour l'élection présidentielle depuis un an, intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI) pourrait être amené à interrompre son programme en si les élections étaient à nouveau reportées. En découlerait un report du point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTTE), et donc des annulations de dettes que permettrait l'atteinte de ce point. Les États-Unis avaient par ailleurs annoncé la possibilité de sanctions si le pays ne respectait pas l'échéance de vendredi. Pour

rappel, l'élection de la chambre basse devrait permettre aux deux assemblées de voter pour le prochain président. Début mars, 179 sièges sur les 275 que compte l'Assemblée avaient été pourvus, marquant une avancée du processus électoral.

## Soudan

### Visite à Moscou du Vice-Président du Conseil de Souveraineté

M. Mohamed Hamdan Daglo dit « Hemidti », un des hommes forts soudanais, s'est rendu du 23 février au 2 mars à Moscou accompagné des 4 ministres (Finances, Énergie et pétrole, Mines et agriculture), du sous-secrétaire par intérim du ministère des Affaires étrangères et d'un représentant de la Fédération des chambres de commerce. À l'issue des discussions avec le vice-Premier ministre russe Alexander Novak, les deux parties se sont mises d'accord sur l'accélération de la mise en œuvre des accords de coopération déjà signés entre les deux pays en matière d'hydrocarbures, d'électricité et d'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ils ont également échangé sur le renforcement de la coopération bilatérale en matière de formation et de transfert de technologie. Durant cette visite un *MOU* a été signé entre le représentant de l'Union des Chambres commerciales et le Conseil des Affaires russe, visant à encourager les investissements russes au Soudan notamment dans les secteurs agricole, de production de viande, d'infrastructures, d'électricité et de gaz. Enfin, le vice-Président soudanais a annoncé la tenue de la 7<sup>ème</sup> sessions du comité économique et commercial soudano-russe à Khartoum au premier semestre de cette année.

## Nouveau gouverneur à la banque centrale

Après un peu plus de deux ans à la tête de la Banque centrale, M. Zein Alabdin vient d'être remplacé par M. Hussein Jangol. Ce dernier, qui a fait toute sa carrière à la Banque Centrale, avait déjà occupé ce poste de mars à décembre 2019 puis avait démissionné quelques mois plus tard. Dans la foulée de sa prise de fonction, le nouveau gouverneur a nommé un premier vice-gouverneur. Pour rappel, le vice-gouverneur précédent avait été remercié juste après le coup d'Etat du 25 octobre. Un des principaux défis pour M. Jangol sera de définir le niveau de monétisation du déficit budgétaire, en l'absence d'aide extérieure.

## 📍 Soudan du Sud

### Le gouvernement envisage de souscrire un prêt de 2 MEUR auprès d'une entreprise britannique pour financer des projets d'infrastructures routières

A l'issue d'une réunion ministérielle du groupe économique du gouvernement de transition qui s'est tenue la semaine dernière, le gouvernement du Sud-Soudan a annoncé qu'il cherchait à obtenir un prêt d'au moins 2 MEUR auprès d'entreprises britanniques et africaines pour financer des projets de développement des routes afin d'améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté. Le ministère des Finances et de la Planification économique devrait présenter en réunion du cabinet une proposition de prêt de 2 MEUR de la société *African projects Development and UK Ltd*, qui, s'il est approuvé, serait utilisé pour construire et reconstruire les routes reliant Pagak, Palouc, Malakal et Bentiu. Cette demande intervient un peu moins de deux

semaines après que le gouvernement a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de contracter de prêt cette année, affirmant avoir suffisamment de ressources grâce aux recettes non pétrolières collectées l'année dernière. Cette demande intervient également dans un contexte de crise économique et alors que le pays peine à payer ses fonctionnaires.

### Le gouvernement aurait l'intention de construire un centre commercial de 4 MUSD à Juba

Selon une déclaration du gouvernement de l'Etat d'Equatorial central, le gouvernement sud-soudanais prévoit de construire un centre commercial moderne de 4 MUSD dans la ville de Juba, financé par des partenaires anonymes, sous forme de subvention. Cette déclaration fait suite à une délégation conduite par le maire de Djouba, Michael Allah-Jabu à Nairobi au Kenya, qui selon ses dires, aurait permis d'échanger sur les tendances actuelles en matière de normalisation de la ville et d'explorer les possibilités d'investissement et de commerce, et en particulier l'autonomisation des jeunes entrepreneurs à travers la ville. Pour mémoire, le pays souffre d'importantes lacunes en matière d'infrastructures de base.

## 📍 Tanzanie

### 10 MEUR débloqués par l'UE au profit de la filière apicole tanzanienne

L'Union Européenne a débloqué 10 MEUR de subventions pour financer, via *Enabel*, un projet quinquennal visant à développer la production de miel dans 6 régions de la Tanzanie : Kigoma, Katavi, Singida, Tabora, Shinyanga, Pemba Nord et Pemba Sud. Ce projet, inauguré ce 21 février, permettra d'améliorer les systèmes de production des produits apicoles et de mettre au point des installations de transformation et de

valorisation dans les zones ciblées. Avec une production annuelle équivalente à 30 000 t/an, la Tanzanie est le deuxième plus grand producteur de miel d'Afrique (après l'Éthiopie) et le premier fournisseur africain de l'Union Européenne. L'Union Européenne et ses partenaires tanzaniens (le ministère des Ressources naturelles et du Tourisme et celui de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement) ambitionnent, avec ce projet, de porter la production tanzanienne de miel à 138 000 t/an.

### Signature de deux accords de prêts concessionnels d'une valeur de 650 MUSD entre la Tanzanie et la Banque Mondiale

Le 21 février 2022, la Banque Mondiale a signé deux accords de prêts concessionnels avec la Tanzanie pour deux projets quinquennaux dans le domaine de l'éducation et de l'administration foncière. Ces accords portent à 6,15 Mds USD le portefeuille de la Banque Mondiale pour les projets nationaux en Tanzanie. Sur ces 650 MUSD, 500 MUSD seront alloués au projet « *Boost Primary Student Learning* » qui vise à améliorer l'enseignement pré-primaire et primaire en Tanzanie ainsi qu'à le rendre plus accessible et inclusif pour les enfants. Selon la Banque Mondiale, le projet devrait bénéficier à plus de 12 millions d'enfants en Tanzanie continentale. Le deuxième accord de prêt concessionnel, d'un montant de 150 MUSD, s'inscrit dans le cadre du projet « Amélioration

du régime foncier » (LTIP), qui a pour objectif le renforcement du système d'administration foncière et l'amélioration de la sécurité foncière pour au moins deux millions de personnes dans 14 régions tanzaniennes. Ces deux projets portés par la Banque Mondiale se positionnent en réponse aux prévisions de croissance démographique exponentielle en Tanzanie (+12,5% d'ici à 2025 par rapport au niveau de 2021 selon le FMI), croissance qui aura de fortes implications aussi bien pour l'administration foncière du pays que pour le système éducatif tanzanien.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)